

9 NOVEMBRE 1989 – 25 MARS 2017

NON À L'EUROPE DES MURS

CONSTRUISONS ENSEMBLE LA DÉMOCRATIE EUROPÉENNE

L'idée de surmonter la division de l'Europe en États souverains est née dans les moments les plus dramatiques du « sommeil de la Raison », alors que presque tout le continent était occupé par l'armée nazie. Cette idée fut résumée dans le « *Manifeste de Ventotene* » qui lie la pensée de l'État fédéral à l'action en faveur de la démocratie européenne, la paix et la lutte contre les inégalités.

Le processus d'intégration européenne prit forme et substance le 25 mars 1957 par des réalisations communes progressives. Si celles-ci n'ont que partiellement concrétisé l'idée d'origine d'une unité de l'Europe, elles se sont étendues à de nouvelles politiques et de nouveaux pays, et elles sont apparues comme un mouvement irréversible. Elles ont amené un nombre croissant de citoyens à cette prise de conscience politique de ce que la dimension européenne permet seule de garantir la paix, les droits humains et le progrès. Cette conscience politique nous appartient. A la fois elle nourrit l'idée et la prend pleinement en compte, que le développement de la société européenne et le rôle de l'Union en tant qu'instrument de paix et de coopération internationale dans un monde globalisé, ne peuvent être garantis que par le partage démocratique de la souveraineté. A cette idée originale sont associées des valeurs telles que la dignité humaine, la liberté, l'égalité, la solidarité et la justice, reconnues par la Charte des droits fondamentaux qui engage l'Union et ses États membres.

Au cours des dix dernières années notamment, le manque progressif de solutions européennes à des problèmes tels que l'exclusion sociale, le chômage – en particulier celui des jeunes et des femmes –, la pauvreté et la sécurité des citoyens – ainsi que les politiques économiques qui ont méprisé les valeurs reconnues par la Charte des droits fondamentaux – a créé un désaccord réel et diffus, un fossé entre génération et une impression de frustration envers le projet même de l'Union européenne. La gestion de la crise financière - une crise dont les gouvernements au sein du Conseil sont les principaux responsables avec l'accord des institutions européennes - et les politiques économiques erronées des États membres ont freiné les investissements dans l'économie réelle nécessaires pour garantir un développement durable, et elles ont exacerbé les inégalités de revenus. Les mesures d'austérité qui ont été imposées sont à l'origine de risques et ont précarisé le modèle social européen, tandis que les politiques d'inclusion visant à réaliser une société pluraliste n'ont pas été mises en œuvre.

Les logiques nationales ont pris le pas sur la recherche des intérêts communs. Et la méthode confédérale qui n'accorde le pouvoir de décision qu'aux gouvernements nationaux et qui manque substantiellement de légitimité démocratique, a pour effets la paralysie, les inégalités et l'absence de transparence. On a construit des murs avec les égoïsmes nationaux comme matériaux ; le racisme et les mouvements réactionnaires ont prospéré, tandis que le rêve d'une maison commune européenne risque maintenant de se désintégrer, alors qu'il était si proche la nuit du 9 novembre 1989 lors de la chute du mur de Berlin.

Pour renverser cette tendance, il faut se donner comme objectif précis l'unité politique en mettant fin à l'austérité et en surmontant le pacte budgétaire, en augmentant de façon substantielle les ressources propres et en réduisant progressivement les dettes. Sont aussi nécessaires des actions européennes en faveur de l'emploi, de l'environnement et des biens communs comme levier du développement, d'investissements sociaux de longue durée, en particulier pour l'enseignement, la culture, la formation et la recherche, une économie sans dioxyde de carbone, ainsi qu'un combat acharné contre le changement climatique et l'introduction d'emprunts et de prêts européens. Il est en plus indispensable de créer un revenu de base reposant sur la citoyenneté et d'un service civil européen, mettre en œuvre les articles 196 (Protection Civile) et 223 (Clause de Solidarité) du TFUE ensemble avec la création d'un Corps Européen de Protection Civile et établir un mécanisme européen d'assurance chômage et de réduction du fossé entre générations. Il est enfin urgent développer des politiques d'asile et migratoire communes dotées de ressources suffisantes, des filières humanitaires permettant une arrivée sûre et l'intégration de ceux qui fuient la guerre, la faim et les catastrophes climatiques, une seule voix en matière de politique extérieure et un instrument commun pour lutter contre le terrorisme et la criminalité internationale supplantant le cadre intergouvernemental, un vrai plan de coopération et de développement, et une politique de voisinage pour établir un espace méditerranéen de paix, de démocratie, de coexistence et de libre circulation.

Nous sommes également convaincus de la nécessité et de l'urgence d'agir afin de permettre aux citoyens européens de bénéficier des valeurs de l'indépendance et d'une souveraineté partagée, en créant les conditions constitutionnelles leur attribuant un rôle actif dans le processus décisionnel. Nous sommes convaincus qu'il faut repartir de la question des droits humains et que le premier de ces droits est de disposer d'une démocratie européenne où la souveraineté appartient aux citoyens, afin d'établir une communauté capable de garantir leur bien commun, lequel sans cela se trouverait contrecarré par les intérêts nationaux.

Pour toutes ces raisons, nous avons l'intention de faire en sorte de créer le 25 mars 2017 un espace public ouvert à des débats sur l'avenir de l'Europe dans le cadre d'un processus constituant impliquant les collectivités locales et régionales, les partenaires sociaux et les organisations de la société civile, ainsi que les représentants élus des citoyens aux niveaux national et européen. L'Europe démocratique ne sera sauvée que si ses citoyens la font changer. Ainsi, nous nous engageons à impliquer les citoyens, les territoires et les mouvements dans une initiative populaire forte le 25 mars 2017.